



Thinking Africa

## NOTE D'ANALYSE POLITIQUE

# INVESTIR DANS LA CONSTRUCTION DES COMMUNAUTÉS DE PRATIQUE POUR LA PRÉVENTION DE L'EXTRÉMISME VIOLENT EN AFRIQUE

par **Perrin Banzeu**

Perrin BANZEU est Chercheur en Sciences sociales. Ses centres d'intérêt sont les Relations internationales, la Gééconomie, l'Intelligence économique et la Sécurité humaine. Il est par ailleurs l'auteur de deux ouvrages scientifiques : *Ciments de l'Afrique à la conquête du Cameroun*, Paris, Books on Demand, 2017, 104 pages et *Coopérations pays émergents Cameroun depuis la fin de la Guerre froide. Les cas du Brésil et de l'Inde*, Saarbrücken, Éditions Universitaires Européennes, 2015, 348 pages.

## RÉSUMÉ

La complexité de l'extrémisme violent légitime la mise en place de communautés de pratique qui sont une nécessité pour développer une compréhension commune et élargie des causes de la violence extrémiste et des moyens de les prévenir au sein des sociétés africaines. Cette note s'attache à le démontrer en prenant comme cas d'étude l'initiative des conversations régionales pour la prévention de l'extrémisme violent au Sahel-Sahara.

## CONTEXTE

Lors de la présentation de son Plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent (PEV) du 24 décembre 2015, le secrétaire général de l'ONU a mis en emphase la nécessité « d'adopter une approche plus globale, qui comprenne non seulement les mesures essentielles de lutte contre le terrorisme axées sur la sécurité actuellement mises en œuvre mais aussi des mesures de prévention systématiques qui s'attaquent directement aux causes de l'extrémisme violent, auxquelles on doit l'émergence de ces nouveaux groupes plus violents »<sup>1</sup>. En réponse à cet appel, les conversations régionales pour la prévention de l'extrémisme violent au Sahel-Sahara ont été initiées afin de traduire en acte cette évolution dans la manière d'adresser des réponses à la violence extrémiste.

## IDÉES PRINCIPALES

Les conversations régionales pour la prévention de l'extrémisme violent au Sahel-Sahara sont une communauté de pratique construite autour du triptyque suivant : une raison d'être qui justifie leur existence, une communauté d'appartenance composée d'une pluralité d'acteurs et une pratique commune partagée par les membres de la communauté.

Elles sont par ailleurs, un écosystème d'apprentissage qui donne lieu à l'émergence en intelligence collective de nouvelles connaissances sur la transformation des causes profondes de la violence extrémiste.

Un réel effort doit être engagé pour poursuivre et intensifier la mise en place de communautés de pratique pour la prévention de l'extrémisme violent en Afrique, eu égard aux nombreux bénéfices qu'elles peuvent apporter dans l'édification de sociétés apaisées.

## MOTS-CLÉS

Communauté de pratique, prévention de l'extrémisme violent, intelligence collective, pratique partagée, structure sociale d'apprentissage.

1. Pour plus de détails, lire, Assemblée générale de l'ONU, Plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent du 24 décembre 2015 : Rapport du secrétaire général, 24 décembre 2015, UN Doc. A/70/674.

«Fonctionnellement, chaque fois la mise en réseau réalise une économie. Une telle constance fait loi. La liaison n'est pas le malheur, on gagne à s'unir et à se déposséder [...]. C'est l'isolement et la réduction qui tuent».

Daniel PARROCHIA<sup>2</sup>

## INTRODUCTION

Convaincus que l'extrémisme violent est une menace complexe à laquelle il faut opposer une riposte collective et multidimensionnelle, qui aille bien au-delà de la logique de la surréaction pour s'inscrire dans une dynamique d'anticipation via la prévention de la survenance de ses causes, le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) de Suisse, le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) et l'International Peace Institute (IPI) de New York ont lancé, en 2016 l'initiative des Conversations régionales pour la prévention de l'extrémisme violent au Sahel-Sahara<sup>3</sup>.

Ces dernières sont une communauté de pratique qui rassemble des individus engagés dans la transformation des causes de la violence extrémiste, qui se réunissent pour : partager des informations relatives à leur domaine d'intervention ; coopérer et échanger leurs savoir-faire afin de résoudre les problèmes qu'ils rencontrent dans leurs activités quotidiennes ; développer une culture commune et créer du lien social<sup>4</sup>.

2. Daniel Parrochia, La philosophie des réseaux, Paris, PUF, 1993, p. 10.

3. Les Conversations régionales pour la prévention de l'extrémisme violent au Sahel-Sahara ont à ce jour connu trois grandes éditions : la 1<sup>re</sup> a eu lieu à Dakar en juin 2016, la 2<sup>e</sup> à N'Djamena (Tchad) en juin 2017 et la 3<sup>e</sup> à Alger en juin 2018. S'inscrivant dans le même cadre que les conversations régionales, diverses autres rencontres thématiques ou sous-régionales ont également eu lieu à Dakar, Yaoundé, Abidjan, Maroua et des tables rondes de restitution se sont tenues à New York, Genève et Dakar. En ces diverses occasions, d'autres partenaires ont rejoint les initiateurs (DFAE, UNOWAS, IPI) : le Centre de Hautes Études de Défense et de Sécurité (CHEDS) du Sénégal, le Centre africain d'Études Internationales Diplomatiques Économiques et Stratégiques (CEIDES) du Cameroun, le Conseil de l'Entente, le Bureau de Dakar de l'Institute for Security Studies (ISS) et le Centre Africain d'Études et de Recherche sur le Terrorisme de l'Union Africaine (CAERT/UA).

4. Selon Christophe Deschamps et Nicolas Moinet, une communauté de pratique rassemble des individus engagés dans une pratique conjointe, des projets, des centres d'intérêt similaires, qui s'organisent pour : partager des informations relatives à leur domaine d'intervention ; coopérer et

La présente note ambitionne de faire ressortir – à travers l'exemple des conversations régionales<sup>5</sup> – l'importance des communautés de pratique dans la gestion efficace des problèmes complexes. À ce titre elle milite pour leur reconnaissance, leur valorisation, leur appropriation et leur capitalisation dans la mesure où elles sont un réel effort commun de prévention de l'extrémisme violent qui mérite d'être consolidé et multiplié. Elle s'appuie sur des informations blanches – documents officiels, publications – et grises – collectées via la mobilisation de l'observation participante lors des rencontres sous-régionales pour la prévention de l'extrémisme violent en Afrique centrale, tenues au Cameroun entre novembre 2017 et mars 2019<sup>6</sup>.

## LES ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DES CONVERSATIONS RÉGIONALES

Trois éléments structurent les conversations régionales : une raison d'être, une communauté d'appartenance et une pratique partagée.

Un domaine ou une raison d'être

L'incapacité des mesures antiterroristes à contenir l'expansion de l'extrémisme violent et à prévenir les atteintes multiples qu'il porte à la paix, à la sécurité et au développement des pays et régions a justifié l'adoption d'approches innovantes comme celle contenue dans le Plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent du Secrétaire général des Nations Unies du 24 décembre 2015.

C'est dans cette même logique que se situe la raison d'être des Conversations régionales qui ont

---

échanger leurs savoir-faire, afin de résoudre les problèmes qu'ils rencontrent dans leurs activités quotidiennes ; développer une culture commune et créer du lien social. Christophe Deschamps, Nicolas Moinet, La boîte à outils de l'intelligence économique, Malakoff, Dunod, 2017, p. 130. 5. Dans le cadre de la présente note nous emploierons l'expression « conversations régionales » pour désigner indistinctement l'initiative des conversations régionales pour la prévention de l'extrémisme violent au Sahel-Sahara proprement dite et les rencontres thématiques et sous-régionales qui en découlent.

6. Il s'agit précisément du :

– Séminaire régional pour la prévention de l'extrémisme violent en Afrique Centrale et dans le Bassin du Lac Tchad, tenu à Yaoundé, Cameroun, en novembre 2017,

– Dialogue participatif pour la prévention de l'extrémisme violent dans l'Extrême-Nord du Cameroun et son pourtour, tenu à Maroua, Cameroun, en juillet 2018,

– Atelier régional de sensibilisation et de renforcement des capacités pour la prévention de l'extrémisme violent en Afrique centrale : Engager les acteurs institutionnels et civils au Cameroun, au Tchad et en RCA tenu à Yaoundé, Cameroun, en mars 2019.

pour objectif de poursuivre les efforts engagés dans la lutte contre l'extrémisme violent en complétant les mesures répressives par des mesures préventives destinées à s'attaquer à aux causes profondes de la violence extrémiste. Avec pour devise : « Investir dans la paix pour prévenir l'extrémisme violent », elles poursuivent plusieurs enjeux qui découlent de leurs intentions premières :

- Accéder de manière concertée à une compréhension commune de l'extrémisme violent,

- Transférer et diffuser les expériences, les bonnes pratiques représentant des réponses alternatives et innovantes à l'extrémisme violent dans la région du Sahel-Sahara,

- Créer et développer des synergies entre praticiens d'horizons divers, engagés dans la prévention de l'extrémisme violent aux niveaux local, national, régional et international.

## UNE COMMUNAUTÉ D'APPARTENANCE

Forgé et entretenu lors des différentes éditions des conversations régionales, le sentiment d'appartenance est nourri par l'identité collective qui lie tous les membres de la communauté.

## DES LIEUX DE RENCONTRE ET DE CONSTITUTION DE RÉSEAUX INFORMELS

Organisées depuis juin 2016, les conversations régionales sont des lieux de rencontre qui ont à ce jour rassemblé plus 500 personnalités d'horizons divers – Afrique du Nord, Afrique de l'Ouest, Afrique Centrale et Sahel – et aux compétences variées. Chaque édition réunit des représentants des gouvernements et des forces de défense et de sécurité, des autorités politiques, religieuses et traditionnelles, des membres de la société civile (hommes, femmes, jeunes, ONG), des chercheurs, des représentants des médias et d'institutions culturelles, des représentants des organisations régionales et internationales ainsi que des experts extérieurs venant des autres aires régionales du monde.

Un tel vivier de personnalités contribue à la constitution et au développement de réseaux informels dans l'espace et dans le temps.

Dans l'espace, les conversations régionales permettent la mise en relation dans un même lieu de personnes de cultures différentes. Cette mise en relation est favorisée par le programme de ces rencontres qui prévoit des « espaces de temps informels » pour l'établissement des contacts interpersonnels.

Les plages horaires prévues pour les pauses (café et déjeuner), dîners, interviews (avec les médias) et

Figure 1: Cartographie des acteurs prenant part aux conversations régionales



la photo de famille sont autant d'opportunités offertes aux participants pour aller à la rencontre de leurs pairs, apprendre à les connaître, avoir une connaissance pointue sur leurs activités quotidiennes, approfondir une idée évoquée superficiellement lors des séances de travail, aborder des aspects qui n'auraient pas été pris en compte lors des discussions, initier un partenariat, mettre en place un groupe de travail (task force), échanger des cartes de visite etc.

C'est dans cette même logique de facilitation du «people to people contact» que les organisateurs de chacune des éditions de ces sessions d'échange s'assurent que chaque invité ayant effectivement pris part à la rencontre reçoive une liste complète comportant les noms et fonctions de tous les participants<sup>7</sup>. Celle-ci a pour but de faciliter l'identification des compétences et la localisation des expertises au sein de la communauté. Ainsi, au terme de ces conversations régionales, chaque invité repart dans son pays avec un carnet d'adresse bien rempli.

Dans le temps, la matière première relationnelle construite lors des conversations régionales a toutes les chances de se pérenniser eu égard au rôle important qu'elle joue dans la réalisation des économies relationnelles (diminution de la dispersion des efforts, gain de temps, facilitation des contacts etc.).

Prenons un exemple pour s'en convaincre. Imaginons que vous ayez à demander un même service à deux personnes. La première est une personne que vous n'avez jamais rencontrée. La seconde par contre est un individu avec qui vous avez créé un lien lors d'un séminaire. Partant du principe que l'une

et l'autre sont à même de vous rendre ce service et que chacune d'elle a par-devers elle le droit de vous dire non, vers qui vous tourneriez-vous en priorité ? Laquelle des deux ferait le plus d'effort pour vous venir en aide ? Sans trop réfléchir, il va sans dire que vous vous tourneriez prioritairement vers celle avec qui vous avez une plus grande affinité.

C'est sur cette base que les liens tissés lors des conversations régionales vont être entretenus à froid (appels téléphoniques, emails, partage d'information sur son activité etc.) par les participants qui se garderont le droit de les activer à chaud afin d'atteindre un objectif précis le moment venu.

### UNE IDENTITÉ COLLECTIVE

Condition d'existence (règle constitutive) des communautés de pratique (fait institutionnel), l'identité collective existe lorsque deux ou plusieurs individus ou entités ne se considèrent pas comme «rivaux ou ennemis», mais comme «amis» et construisent leurs interactions sur la base de la réciprocité, la confiance et l'entente mutuelle, l'ouverture et l'entraide. C'est donc logiquement que les conversations régionales sont un espace identitaire dans lequel le «je» s'efface au profit du «nous».

Ici, la décision collective l'emporte sur les choix individuels, le groupe sur la personne, la synergie sur la logique du chevalier solitaire, car, le besoin d'appartenance (engagement librement consenti des membres) et la volonté de faire sens collectivement forment une identité collective qui crée un lien social fort entre les membres de la communauté. La conscience de cette identité collective vient du fait que chaque participant sait qu'il est une partie d'un tout qui va au-delà de sa seule personne. Le prin-

7. La liste complète des participants figure également en annexe du rapport de chacune des éditions des conversations régionales.

cipe de non-attribution qui régit ces rencontres s'inscrit dans cette optique, car, une fois qu'un auditeur extériorise une idée, partage un savoir-faire, ceux-ci s'émancipent de lui pour devenir la propriété du groupe tout en entier<sup>8</sup>.

## UNE PRATIQUE PARTAGÉE

Les conversations régionales regroupent un ensemble d'acteurs qui ont en commun leur engagement dans la transformation des facteurs structurels et conjoncturels pouvant conduire à l'extrémisme violent et leur volonté de renforcer leurs capacités en la matière. À cet effet, elles sont une structure cognitive d'idées, de croyances, de valeurs et de normes partagées dans laquelle les praticiens qui la composent s'attendent à ce que chacun d'eux s'approprie les ressources du répertoire commun de la communauté afin d'être plus efficace dans son domaine d'intervention. Il s'agit entre autres de :

- Le dialogue politique inclusif,
- La promotion de la bonne gouvernance, des droits de l'homme et de l'état de droit,
- L'implication des communautés locales dans la prévention de l'extrémisme violent,
- La participation des jeunes et des femmes dans la prévention de l'extrémisme violent,
- L'importance de l'éducation, de la formation à l'entrepreneuriat et de la facilitation de l'accès à l'emploi aux jeunes entrant sur le marché du travail,
- La promotion de discours alternatifs à la rhétorique de l'extrémisme violent par le développement d'une communication stratégique sur internet et dans les réseaux sociaux.

Ces ressources construisent une culture de prévention qui fédère les membres et donne un sens commun à leurs activités quotidiennes de lutte contre l'extrémisme violent.

## LES CONVERSATIONS RÉGIONALES, UNE STRUCTURE SOCIALE D'APPRENTISSAGE

Les conversations régionales se tiennent dans un cadre convivial et calme qui stimule l'apprentis-

8. La règle de Chatham House ou principe de non-attribution a été formalisée en 1927 pour faciliter les échanges au sein du Royal Institute of International Affairs (Chatham House). Elle a pour objet de protéger l'anonymat des personnes participant à une réunion placée sous son égide. Elle permet dans le cadre des conversations régionales non seulement d'anonymiser les informations échangées lors des rencontres, mais aussi de construire l'identité collective du groupe dans la mesure où les connaissances qui y sont produites ne sont pas la propriété d'un individu mais de la communauté tout entière.

sage. Celui-ci est amplement favorisé par la règle de «Chatham House» et les principes du dialogue inclusif (écoute mutuelle, empathie, bienveillance, acceptation de la différence et de la diversité etc.) qui répondent tous deux aux besoins d'ouverture, de pluralité d'idées et de liberté d'opinion. Ces derniers sont des conditions sine qua non à la création d'un cadre de confiance favorisant l'obtention de discussions concrètes, franches et respectueuses des opinions et expériences des uns et des autres. Ainsi, chacune des séquences de travail est placée sous la conduite d'un président/modérateur qui introduit et facilite les échanges, sollicite la participation active de chacun et veille à une distribution équilibrée de la parole.

Les débats portent sur un large éventail de thématiques qui invitent les auditeurs à produire de nouvelles connaissances grâce à la mobilisation de l'intelligence collective. Dès lors, pendant deux à trois jours, des acteurs aux talents et compétences variés entrent en synergie, échangent leurs savoirs explicites et tacites, font émerger de nouvelles idées et hypothèses, partagent leurs retours d'expériences et diffusent les bonnes pratiques en matière de prévention de la violence extrémiste.

Ce processus de fertilisation croisée de connaissances, de travail collégial et de délibération collective structure un écosystème d'apprentissage dans lequel les acteurs apprennent ensemble en temps réel, mutualisent des savoir-faire, co-crésent et co-élaborent des solutions innovantes qui mettent davantage l'accent sur la transformation des causes de l'extrémisme violent qui sévit en Afrique.

Sous ce prisme les conversations régionales sont un environnement d'apprentissage qui a un impact considérable tant sur la manière dont les auditeurs perçoivent et conçoivent l'extrémisme violent que sur la façon dont-ils réfléchissent sur les actions à mettre en œuvre pour empêcher sa survenance et sa pérennisation. Au terme de ces séances de travail, ils en sortent munis de connaissances renforcées en matière de :

- construction conceptuelle contextuelle de l'extrémisme violent ;
- compréhension de l'étiologie de l'extrémisme violent ;
- cartographie des acteurs de la prévention de l'extrémisme violent ;
- détermination des outils de la prévention de l'extrémisme violent et des moyens de leur mise en œuvre ;
- maîtrise des enjeux de la prévention de l'extrémisme violent ;

- construction de synergies entre acteurs de la prévention de l'extrémisme violent ;
- structuration de plans d'action nationaux et régionaux de prévention de l'extrémisme violent ; etc.

## LES CONVERSATIONS RÉGIONALES, UNE INITIATIVE À CONSOLIDER ET À DUPLIQUER

Deux raisons majeures militent en faveur de la consolidation et de la duplication des conversations régionales.

La première est relative à la singularité de l'extrémisme violent qui échappe à toute explication mono causale. Il est davantage la résultante de la conjonction d'une pluralité de menaces qui s'attaquent à la sécurité des individus. Les atteintes à la sécurité économique, alimentaire, sanitaire, environnementale, personnelle, politique et communautaire, doublées d'un réel sentiment d'exclusion peuvent amener les individus à adopter des comportements radicaux et extrémistes. Dès lors, la recherche de solutions à l'extrémisme violent oblige l'adoption d'une approche globale qui va bien au-delà de la seule réponse militaire sans toutefois renier cette dernière. Ici, le rôle reconnu aux forces de défense et de sécurité demeure important, mais doit être complété par le concours d'acteurs non militaires dans une perspective résolument collective et multilatérale. Il faut passer d'une conception restreinte (purement militaire) de la sécurité à une conception globale qui tient compte des enjeux non militaires de la sécurité.

La seconde tient au fait que les communautés de pratique telles que les conversations régionales sont des dispositifs qui rendent possible le travail en réseau

et l'agir collectif. Elles sont indispensables pour trouver des solutions aux problèmes complexes comme l'extrémisme violent. Leur mode fonctionnement sur le modèle de la mutualisation plutôt que celui de la parcellisation favorise la mise en commun d'une multitude d'acteurs qui interconnectent leurs ressources afin de produire des connaissances opérationnelles, en phase avec les difficultés qu'ils rencontrent dans leur pratique quotidienne de prévention.

## CONCLUSION

En prenant l'exemple des conversations régionales pour la prévention de l'extrémisme violent au Sahel-Sahara cette note a montré que les communautés de pratique sont un outil efficace pour appréhender la complexité de l'extrémisme violent en le scrutant dans une perspective multidimensionnelle et globale ; mais également qu'elles sont des lieux où se diffusent des bonnes pratiques, où s'élaborent collectivement de nouvelles connaissances qui constituent autant de leviers que les acteurs peuvent mobiliser pour accroître leur efficacité dans la transformation des causes de la violence extrémiste.

Le prochain palier à franchir consisterait alors à consolider les conversations régionales en vue d'assurer leur pérennisation à long terme et à constituer de nouvelles communautés de pratique pour la prévention de l'extrémisme violent aux échelles locale, nationale et régionale. Cette tâche n'est sans doute pas facile, mais le défi mérite d'être relevé eu égard aux nombreux bénéfices que ces dispositifs peuvent apporter dans la construction d'une paix durable dans les sociétés africaines.

## À PROPOS DE THINKING AFRICA

Créé en janvier 2013 par une équipe de chercheurs et experts africains, Thinking Africa est un institut de recherche et d'enseignement sur la paix. Réseau de jeunes chercheurs, d'universitaires confirmés et d'experts, il offre, aux institutions, aux gouvernements, aux sociétés civiles, et aux organisations, des analyses, recommandations et formations pour vivre la paix sur le continent africain.

Nous publions des notes stratégiques sur les enjeux politiques, économiques et sociétaux en Afrique, formons des hauts fonctionnaires, officiers et décideurs africains au leadership, à la médiation et à la négociation. Nous organisons des conférences scientifiques et débats sur les enjeux névralgiques africains.

Thinking Africa  
25 BP 1751 Abidjan 25  
Côte d'Ivoire